

# Plan pauvreté

## Un jeu de bonneteau budgétaire

*Sources : Médiapart, R. Godin – 13/09/2018*

# Un Plan Pauvreté... financé par les un peu moins pauvres...

- + 8 milliards d'euros au total, soit +2 milliards par an
- mais - 3 milliards/an : baisse des pensions et allocations sociales
- Réactualisation de la revalorisation des APL : - 1,7 milliards

*La redistribution ne s'opère qu'à l'intérieur des classes populaires, avec la contribution de tous les retraités.*

# *A propos du « revenu universel d'activité » en 2020*

- Système de l'allocation sociale unique
- *Etude France stratégie* : les transferts entre catégories aidées pourraient être importants.

Le RUA pourrait ainsi :

- baisser les revenus de 3,5 millions de foyers
- et augmenter ceux de 3,3 millions de foyers

**100 000 « *contrats d'insertions par l'activité* » sur le  
quinquennat ...**

Mais suppression de 230 000 emplois aidés

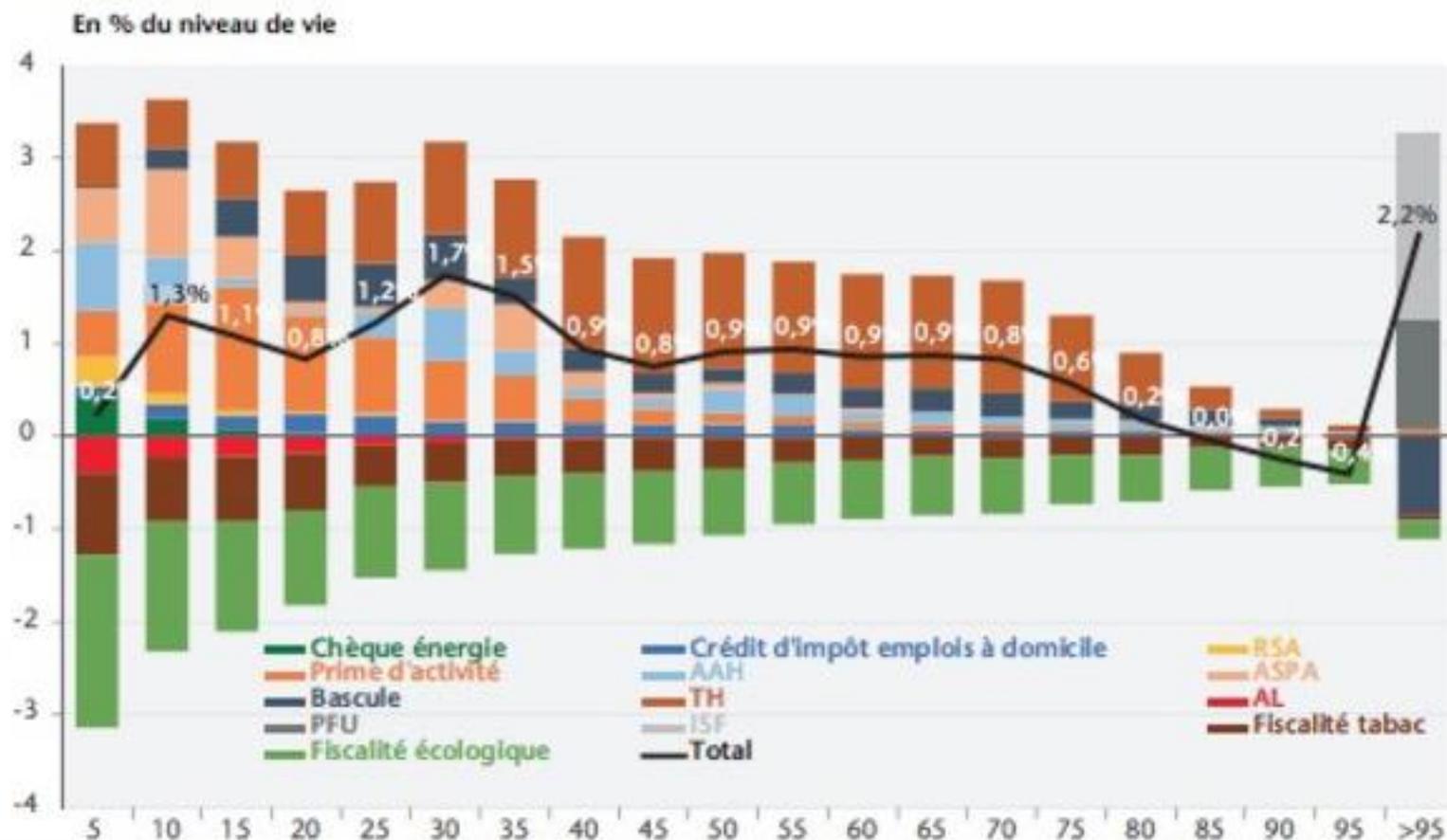
- en 2018 : 130 000,

- et de 100 000 en 2019.

# Une machine à creuser les inégalités

- Ecrasement des différences en bas de l'échelle sociale et une explosion des inégalités avec haut de cette échelle sociale.
- Suppression ISF : + 16 milliards
- CICE et baisses cotisations sociales pour les entreprises : + 32 milliards
- Calcul OFCE : Fin 2019 (voir graphique suivant):
  - les revenus des plus riches augmentaient de 2,2 % par rapport à 2017
  - ceux des plus pauvres de 0,2 % ( calcul avant l'effet du quasi-gel des transferts sociaux).

Graphique 5. Impact des mesures socio-fiscales du budget à l'horizon fin 2019 (par rapport à 2017)



Note de lecture : Les mesures étudiées devraient accroître en moyenne de 3,1% le niveau de vie des ménages appartenant au 5% les plus riches.

Sources : Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2013 (actualisée 2015) ; Insee, Drees, modèle Ines 2015, calculs des auteurs.

**OFCE**  
Impacts des  
mesures  
socio-fiscales  
à l'horizon  
2019 (à partir  
de 2017)

# Pressions sur les salariés : les suites des réformes du droit du travail

- Selon les actuels chiffres du ministère du travail, rien que pour les entreprises de moins de 50 salariés, 946 accords ont été signés, et pour 90 % d'entre eux afin d'obtenir des **augmentations de temps de travail** ou des **réductions salariales**.
- Effets directs immédiats macroéconomiques avec une croissance des **salaires du privé de 1,4 %** au premier semestre, **soit une baisse dans la réalité**.
- Parallèlement, **multiplication des CDD de moins d'un mois**.

# Le plan pauvreté

## Vers la précarité et la pauvreté relative en travaillant

- L'action redistributive de l'État fortement freinée
- La politique de transferts massifs aux entreprises peine à créer suffisamment d'emplois.
- Sans surprise, ralentissement de la création d'emplois au 2<sup>e</sup> semestre 2018.

En fait, **création d'un socle minimum** permettant à chacun d'être en capacité de **participer au marché du travail**

Le marché fera de ces gens ce qu'ils méritent d'être : travailleur pauvre ou « Mozart ».

Comment prétendre lutter contre la grande pauvreté ... et **faire les poches** des **retraités** et des **bénéficiaires d'allocations sociales** ?

**Réduire vraiment les inégalités, c'est plus de redistribution entre les classes sociales...**

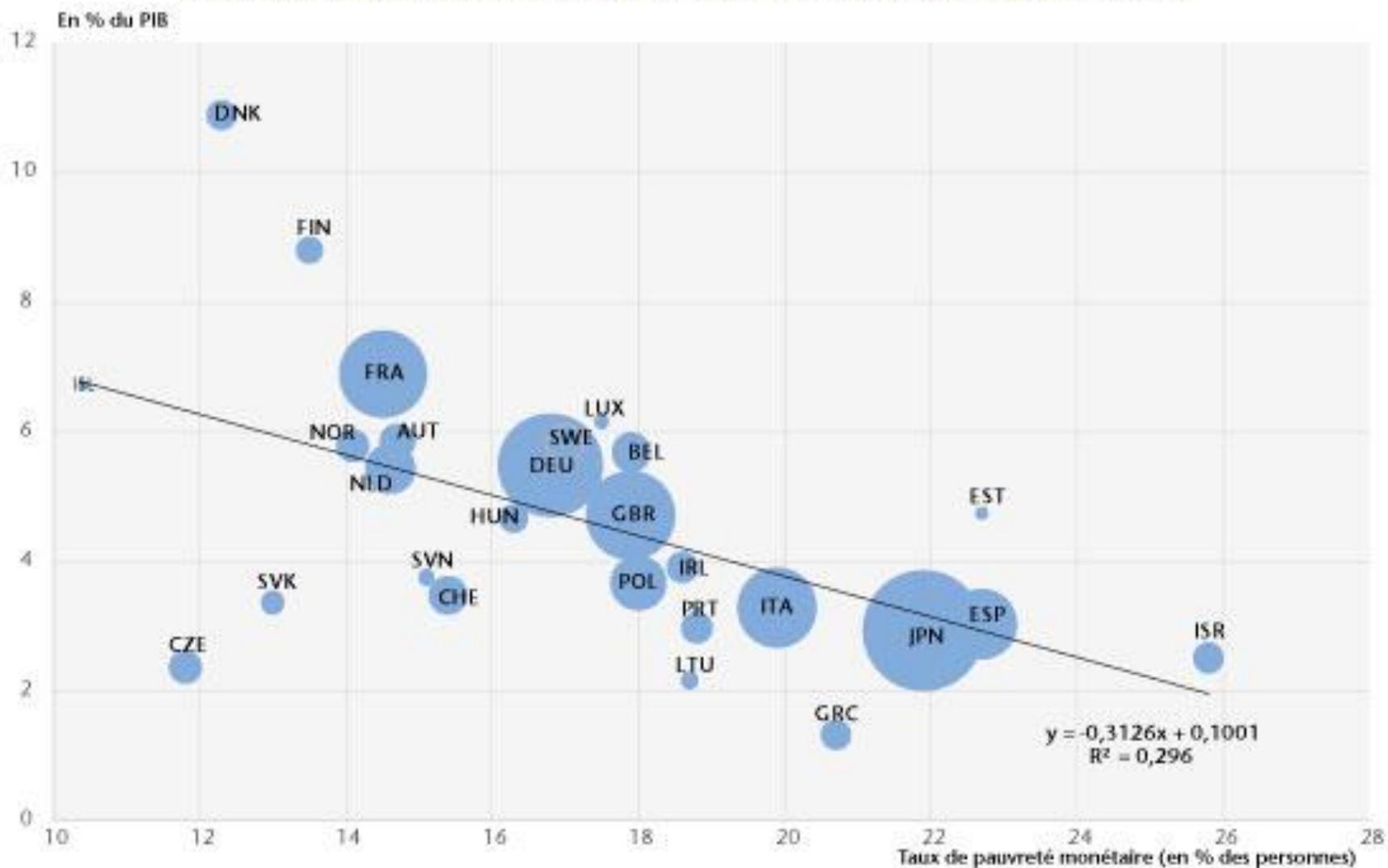
# Moins de **welfare**, plus de **Workfare** (Nixon, 1969)

- **Faux « *revenu universel d'activité* »** : obligation de travail ou d'activité.
- **Individualisation des responsabilités** (la pauvreté comme faute individuelle)
- Une **épuration de la conception néolibérale de l'Etat** : L'Etat doit corriger, à l'aide de mesures autoritaires, les défauts sociaux, ceux des pauvres, afin que les règles du marché parfait s'applique.

# Une offensive contre l'Etat social et le système social français

- A savoir contre la solidarité nationale et la redistribution.
- Soit les deux piliers qui ont permis à la France de résister à la crise et de maintenir un niveau d'inégalités qui, partout, se creusait (Etudes OFCE).

## Graphique. Dépenses sociales hors retraites-survie et santé et taux de pauvreté



Note de lecture : la surface des bulles est proportionnelle au PIB en dollar 2016.

Source : OCDE, données COFOG, pour les dépenses (100-1001-1002-1003), OECD Income Database pour les taux de pauvreté à 60 % du

# OFCE

<https://www.ofce.sciences-po.fr/blog/10394-2/>

- Dépenses publiques France en dépenses sociales : 25,7% en 2016 (OCDE).
- Mais 6,8% si l'on exclut les retraites et la santé : soit famille/enfants, logement, chômage, pauvreté. Moyenne OCDE: 4,5%.
- En France, le taux de pauvreté s'établit à 14% après transferts sociaux; il est à 17% pour l'UE.
- En France, avant redistribution, il aurait été de 21% (Eurostat), soit une diminution de 37% après redistribution.